

Bablu Chakma

Lois et politiques relatives aux terres

La loi sur la Commission de règlement des conflits fonciers des Chittagong Hill Tracts (CHT) a été promulguée en 2001, dans l'intention de résoudre de nombreux cas de litiges fonciers dans les CHT. Toutefois, la question de la résolution des conflits fonciers est restée lettre morte jusqu'en octobre 2016, lorsque le gouvernement a finalement modifié la législation. Depuis lors, la nouvelle Commission foncière a tenu trois réunions et a reçu un total de 22 866 plaintes¹. Néanmoins, elle n'a pas été en mesure de résoudre les conflits jusqu'à la fin de l'année 2017, car elle est confrontée à un certain nombre de défis : le manque de main-d'œuvre, de matériel de bureau et l'absence de règles pour compléter les dispositions de la loi. De plus, bien que sous la tutelle de l'accord CHT, le sujet « Land and Land Management » doit être transféré aux trois Conseils de district des Collines (HDC)², seulement 17 des 33 sujets stipulés ont été transférés aux HDC jusqu'en 2014³. Jusqu'à présent, il n'y a pas de progrès dans le transfert d'autres sujets importants, y compris "Land and Land Management".



La loi de 1950 sur l'acquisition et la location de l'Etat du Bengale-Est est la seule loi qui prévoit certaines garanties pour les droits fonciers des peuples autochtones des plaines, notamment

en termes de transfert de titres fonciers aux non-autochtones (article 97). Cependant, les garanties contenues dans cette loi foncière sont souvent bafouées par manque de conscience et de sensibilité parmi les responsables gouvernementaux⁴. En conséquence, malgré cette protection, les peuples autochtones des plaines continuent de perdre leurs terres. Cela est parfois associé à l'invocation arbitraire de la *Loi sur les droits acquis*⁵. Cette loi a entraîné la perte de milliers d'acres de terres appartenant à des minorités religieuses, y compris les peuples autochtones. L'adoption de l'amendement de 2013 sur les droits acquis vise à annuler l'application arbitraire de la loi qui a entraîné la perte de terres de nombreuses familles appartenant à des minorités par la restitution de terres figurant sur une liste gouvernementale - programme «Ka». Cependant, peu de progrès ont été observés en ce qui concerne la restitution des terres.

De plus, l'adoption de la *Loi sur l'acquisition et la réquisition de biens immobiliers* en septembre 2017 a intensifié le risque de perte de terres par les peuples autochtones des plaines⁶. Bien que cette législation ait augmenté le montant de la compensation financière des personnes touchées par réquisition de terres par l'État⁷, il n'y a pas de garantie pour les peuples autochtones⁸.

Situation des droits fonciers sur le terrain

Dans les CHT, des attentats incendiaires à grande échelle perpétrés le 2 juin 2017 à Longadu Sadar (Rangamati) par une foule de colons bengalis en présence et avec la collaboration alléguée des forces gouvernementales ont été l'un des incidents les plus horribles survenus ces dernières années. À la suite de ces attaques, 250 maisons et magasins appartenant à des villageois Jumma ont été réduits en cendres après avoir été pillés et vandalisés⁹. Une femme Chakma de 75 ans a été brûlée à mort chez elle lors des attaques. La promesse des représentants du gouvernement en matière d'indemnisation et de réadaptation n'a pas encore été réalisée¹⁰. Les villageois passent encore leurs jours et leurs nuits dans la peur, l'anxiété et l'insécurité.

L'année 2017 a été marquée par un glissement de terrain désastreux dans le CHT et dans les deux districts avoisinants, qui ont fait plus de 150 morts, dont la majorité provenait uniquement de la zone habitée par les autochtones de Rangamati. Bien que plusieurs centaines de familles survivantes aient reçu de la nourriture, un abri et des secours pendant environ trois mois après la catastrophe, le soutien a été brusquement arrêté et les victimes ont été expulsées de leurs abris provisoires sans aucune forme de réhabilitation. En outre, un rapport récent montre qu'au cours des dernières années, les populations Mro et Tripura ont été parmi les victimes les plus durement touchées par l'accaparement des terres dans les CHT. Ils ont perdu plusieurs milliers d'acres de terre accaparées par des groupes privés - apparemment par Lama Rubber Industry, Quantum Foundation et Laden Group¹¹.

Dans les plaines, 1200 familles Santal de la région de Sahebganj-Bagda de Gobindaganj à Gaibandha, ont été confrontées à des attaques brutales le 6 novembre 2016, laissant leurs maisons éventrées, trois hommes de Santal abattus et des dizaines de blessés, passent leurs journées dans l'incertitude et l'insécurité¹². Aucune initiative n'a été prise pour traduire les auteurs présumés en justice. De plus, le gouvernement n'a pas encore rendu les terres des premiers propriétaires dont les terres ont été acquises en 1965 par le gouvernement pakistanais de l'époque pour cultiver de la canne à sucre pour un moulin à sucre selon un accord signé entre les paysans et le gouvernement.

Récemment, les populations autochtones de Madhupur ont vu augmenter le nombre d'accusations forgées de toutes pièces par le Département des forêts (FD). Les peuples autochtones estiment que ce nombre a augmenté en raison de leur protestation contre une déclaration de 9 145 acres de terres à Madhupur comme «forêt classée» par la FD en 2016¹³. Cette déclaration a exposé plus de 15 000 peuples autochtones et bengalis au risque de déplacement forcé. Malgré un tollé à différents niveaux contre la déclaration, le FD n'a pas encore annulé la déclaration.

Dans le nord-est du pays, le conflit de longue date entre les Khasi et les autorités du domaine du thé s'est poursuivi tout au long de l'année 2017. Après des attaques, des emprisonnements et des harcèlements de différentes formes pour les expulser de leurs terres ancestrales, le peuple khasi de Nahar Punji dans le district de Moulvibazar a reçu un avis d'expulsion arbitraire en février 2016 de l'administration du district de Moulvibazar. Après de nombreuses protestations, les Khasi ont réussi à obtenir une ordonnance de suspension (n° A Ka - 68/2016) de la division du commissaire divisionnaire de Sylhet jusqu'à ce qu'une résolution du litige foncier puisse être entendue devant le tribunal. Mais, aggravant encore la situation, le Ministère du Land a loué des terres à un domaine de Mahi Tea couvrant 611,03 acres de terres de quatre villages Khasi dont celui de Nahar en 2017. Dans le district voisin de Habiganj, l'autorité des Zones Economiques du Bangladesh (BEZA) a décidé une zone économique spéciale d'environ 512 acres de terre dans la région de Chandpur de Chunarughat upazila, menaçant la vie et les moyens de subsistance de près de 16 000 travailleurs de jardins de thé appartenant à différentes communautés ethniques, qui dépendent de la terre depuis des générations. Les peuples autochtones et les personnes de tous les milieux ont protesté contre cette initiative de BEZA.¹⁴ Néanmoins, sans tenir compte de leurs demandes, l'autorité susmentionnée poursuit son plan.

Droits des enfants autochtones

Le gouvernement du Bangladesh a pris un certain nombre d'initiatives ces dernières années pour assumer sa responsabilité d'assurer l'éducation primaire des enfants autochtones, y compris un mouvement louable en 2017 pour nationaliser 210 écoles primaires dans le CHT¹⁵. Cela a ouvert la voie à l'éducation des communautés autochtones dépendantes de ces écoles primaires. De même, le Ministère de l'Enseignement primaire et de masse a produit des manuels pré primaires dans cinq langues autochtones et distribué environ 25 000 livres aux enfants autochtones en 2017. D'un autre côté, les activistes autochtones ont identifié un manque d'enseignants qualifiés, compétents et qualifiés. En outre, même si de tels développements sont en cours, les enfants appartenant à de nombreuses communautés autochtones isolées ne peuvent toujours pas exercer leur droit à l'éducation en raison du manque d'établissements d'enseignement et autres installations dans ces zones.

Droits des femmes et filles autochtones

La violence contre les femmes et les filles autochtones au Bangladesh est restée préoccupante et inquiétante ces dernières années. Les agressions sexuelles et physiques sont devenues un moyen courant utilisé contre les femmes et les filles autochtones alors qu'aucun des prétendus auteurs de ces cas n'a été traduit en justice. En 2017, au moins 56 femmes et filles autochtones ont été agressées sexuellement et physiquement¹⁸. Les victimes de ces cas font face à d'énormes défis pour accéder aux traitements médicaux et à la justice légale, en particulier dans les zones reculées. Les mesures prises par le gouvernement à cet égard jusqu'à présent se sont révélées inadéquates et le gouvernement n'a pas réussi à formuler une loi ou à modifier les lois, politiques et politiques existantes ou des dispositions qui traitent de

la vulnérabilité spécifique des femmes autochtones et qui servent ainsi de garantie pour leurs droits. En outre, la recommandation du Comité CEDAW au gouvernement du Bangladesh « d'enquêter efficacement sur tous les cas de violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes autochtones liées à l'accaparement des terres et de prendre des mesures pour traduire les responsables en justice »²⁰ reste encore non réalisée.

Criminalisation des défenseurs des droits des peuples autochtones

Les défenseurs des droits des peuples autochtones ont été criminalisés et soumis à des arrestations arbitraires, à des détentions, à des accusations forgées de toutes pièces, à des fouilles arbitraires et à des emprisonnements. Les militants autochtones qui comparaissaient devant le tribunal pour l'enquête sur le cautionnement ont été arbitrairement détenus par les services de renseignement et de sécurité dans les locaux du tribunal et ont été soumis à des tortures inhumaines, après quoi ils ont été incarcérés pour de nouvelles affaires²¹. En 2017, 141 défenseurs des droits de l'homme et villageois innocents auraient été arrêtés ou détenus alors que 161 personnes auraient été harcelées avec de fausses accusations²². Dans certains cas, des représentants élus des organisations de peuples autochtones ont également été ciblés²³. Des incidents ont eu lieu malgré les promesses faites par le gouvernement du Bangladesh lors du Forum international pour « *promouvoir et protéger les droits de l'homme: renforcer et consolider le régime légal et réglementaire et les structures institutionnelles qui favorisent la bonne gouvernance, la démocratie, les droits humains et la primauté du droit* »²⁴.

Examen du Comité des droits de l'homme

En 2017, le Bangladesh a passé en revue pour la première fois le Comité des droits de l'homme et a reçu les observations finales du Comité. Le Comité a examiné les actes discriminatoires dirigés contre les dirigeants des peuples autochtones et les activistes, et a constaté que ces discriminations étaient dues au « *manque de reconnaissance juridique des peuples autochtones* » et relatifs aux « *droits fonciers et au manque de participation aux processus politiques et décisionnels des populations autochtones* ». Le Comité a recommandé « *de reconnaître le statut juridique des peuples autochtones, de faciliter la dénonciation des violations des droits des peuples autochtones, d'enquêter sur de tels cas, de poursuivre les auteurs et d'indemniser les victimes, de régler les différends fonciers par la mise en œuvre de la Commission de règlement des litiges fonciers des Chittagong Hill Tracts (amendée) 2016 et à travers l'utilisation d'une commission foncière indépendante, et inclure les autochtones dans les processus politiques et décisionnels* »²⁶. Ces recommandations sont encore à mettre en œuvre par le gouvernement.

Notes and references

1. Government of Bangladesh created three Local Government Councils for three districts of the CHT – Rangamati, Khagrachari and Bandarban in 1989 as a bargaining chip between the government and Parbatya Chattagram Jana Samhati Samity (PCJSS), a major political platform of indigenous peoples in the CHT, around the demand of PCJSS for an autonomous CHT region. In the CHT Accord signed between the government and PCJSS in 1997, the three local government councils were agreed to be reconstituted with more power and functions (including law and order, land and land management, local police, local industries etc.) and a change of their names into HDCs.

2. bid, Annexe

3. See [Vested properties with govt.: No claimants for half of properties, New Age, March 18, 2016.](#)

4. Vested Property (Return) Act, originally named as Enemy Property Act, was created as an aftermath of the Indo-Pakistan War of 1965. According to this law, the lands of non-Muslim citizens who had migrated to India as a result of the war were subject to confiscation by the state.

5. Appeal time extended for 'Kha' schedule vested property transfer appeal, [bdnews24.com](#), 19 January 2016

6. Initially this law on acquisition and requisition of land was proposed to be extended to the whole country, including the CHT, but this was averted upon objections from the representative institutions and organisations from the CHT including the CHT Regional Council and the Chakma Circle.

- 7Land acquisition compensation raised by 4 times, banglanews24.com, 3 April 2017; Natun Ainer Bill Sangsade, Jomi Odhigrohone Tin Goon Khotirpura (Bill of A New Act at National Assembly, Tripple Compensation for Land Acquisition), Daily Kalerkantho, 13 July 2017.
- 8Raja Devasish Roy, *Land and Land Rights in the Chittagong Hill Tracts (Bengali)*, CIPD, Maleya Foundation, June 2017, Part 5.
- 9Parbatya Chattagram Jana Samhati Samiti, *Longadu Communal Attack, Plundering and Arson*, 2017, available at: www.pcjss-cht.org.
- 10The Daily Star, <http://www.thedailystar.net/backpage/long-wait-gets-longer-1538314>.
- 11Above no. 2.
- 12International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA), *the Indigenous World 2017*, 2017, Copenhagen, page 399.
- 12Gazette issued by Bangladesh Forest Department, Ministry of Forestry and Environment, 15 February 2016.
- 14See <http://www.landcoalition.org/fr/regions/asia/news/sez-threatens-16000-tea-garden-indigenous-workers-livelihood-habiganj>
- 15Government nationalises 210 primary schools in CHT, Kapaeng Watch, Fortnightly E-Bulletin of Kapaeng Foundation, Issue 3, February 16 – 28, 2017.
- 16 See <http://www.dhakatribune.com/bangladesh/education/2017/08/09/pre-primary-education-indigenous-languages-failing/>
- 17 See <http://www.thedailystar.net/country/intl-day-indigenous-peoples-observed-1446070>
- 18 Human Rights Report 2017 on the Rights of Indigenous Peoples in Bangladesh 2018, Kapaeng Foundation, Eds. Mong Shanoo Chowdhury and Pallab Chakma, Dhaka, Bangladesh.
- 19See <http://www.thedailystar.net/star-weekend/no-country-indigenous-women-1446607>
- 20Indigenous World 2017, and the Committee on the Elimination of Discrimination against Women (CEDAW) 2016, Concluding observations on the eighth periodic report of Bangladesh, UN Document No: CEDAW/C/BGD/CO/8, Para 19 (d) See <http://www.thedailystar.net/country/release-pcjss-men-demanded-1495552>
- 21Kapaeng Foundation (2018) *Human Rights Report 2017 on Indigenous Peoples in Bangladesh*, Mong Shanoo Chowdhury and Pallab Chakma (eds.), Dhaka, Bangladesh.
- 22 See <http://www.pcjss-cht.org/fabricated-cases-against-81-villagers-pcjss-members-20-arrested-19-intimidated-in-rangamati/>
- 23 See http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/69/393
- 24 See <http://undocs.org/en/CCPR/C/BGD/CO/1>, Doc. No. CCPR/C/BGD/CO/1, Para. 11c
- 25 See <http://undocs.org/en/CCPR/C/BGD/CO/1>, Doc. No. CCPR/C/BGD/CO/1, Para 12c

Bablu Chakma is an indigenous human rights defender from the Chittagong Hill Tracts of Bangladesh and a life-long student of indigenous life struggle.

*Source IWGIA Indigenous World 2018
Traduction pour le GITPA par Dominique Clochon*